

# TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

---

---

JAARGANG 1971 Nr. 90

---

---

A. TITEL

*Internationaal Verdrag betreffende het goederenvervoer  
per spoorweg (CIM), met Bijlagen;  
Bern, 25 februari 1961*

B. TEKST

De tekst van het Verdrag en een aantal Bijlagen is geplaatst in *Trb.* 1961, 160. Voor de wijzigingen van de artikelen 6 en 17 van het Verdrag zie *Trb.* 1969, 93. De tekst van Bijlage I bij het Verdrag is geplaatst in *Trb.* 1967, 136. Voor de vrachtbrieven (Bijlage II bij het Verdrag), zoals laatstelijk gewijzigd, zie *Trb.* 1969, 93.

De tekst van Bijlage VII (Internationaal Reglement betreffende het vervoer van particuliere wagens (RIP)) bij het Verdrag luidt als volgt:

ANNEXE VII  
(Article 60, § 1)

**Règlement international concernant le transport  
des wagons de particuliers (RIP)**

Article premier

*Objet et portée du règlement*

§ 1. Le présent règlement s'applique à tous les transports de wagons de particuliers, vides ou chargés, admis au service international conformément aux dispositions de l'article 2 et remis au transport aux conditions de la „Convention internationale concernant le transport des marchandises par chemins de fer (CIM)”.

§ 2. A défaut de dispositions spéciales dans le présent règlement, les autres prescriptions de la CIM sont applicables aux transports visés au § 1.

## Article 2

*Admission des wagons au service international*

Pour être admis au service international, les wagons doivent être immatriculés au nom d'un particulier (personne physique ou autre sujet de droit) par un chemin de fer soumis à la CIM et munis par ce chemin de fer de la marque distinctive [P].

Dans le présent règlement, ce particulier, dont le nom doit être inscrit sur le wagon, est dénommé „titulaire”.

## Article 3

*Emploi des wagons*

L'expéditeur ne peut employer le wagon que pour le transport des marchandises auxquelles il est approprié selon le contrat d'immatriculation. L'expéditeur est seul responsable des conséquences qui résulteraient de l'inobservation de cette disposition.

## Article 4

*Aménagements et appareils spéciaux*

Si le wagon est muni d'appareils spéciaux (appareils réfrigérants, bassins à eau, mécanismes, etc.), il incombe à l'expéditeur d'en assurer ou d'en faire assurer le service. Cette obligation passe au destinataire, dès qu'il a fait valoir ses droits conformément à l'article 16 ou à l'article 22 de la CIM.

## Article 5

*Remise au transport*

§ 1. Le droit de remettre un wagon au transport appartient au titulaire.

Tout autre expéditeur d'un wagon, vide ou chargé, doit remettre à la gare de départ, en même temps que la lettre de voiture, une autorisation émanant du titulaire, laquelle peut viser plusieurs wagons.

Cette autorisation n'est pas exigible si cet expéditeur est le destinataire du wagon lors du transport précédent et si, avant la conclusion du nouveau contrat de transport, la gare n'a pas reçu du titulaire, par lettre ou par télégramme, l'interdiction d'expédier le ou plusieurs wagons sans son autorisation.

§ 2. Sauf ordre contraire du titulaire, le chemin de fer est autorisé à renvoyer d'office à sa gare d'attache aux frais du titulaire, sous le couvert d'une lettre de voiture établie au nom et à l'adresse de ce dernier :

tout wagon arrivé vide, dont le chargement n'aura pas été commencé dans les quinze jours comptés de sa mise à disposition ;

tout wagon arrivé chargé qui, dans les huit jours comptés de la fin de son déchargement, n'aura pas fait l'objet d'une nouvelle expédition.

S'il n'use pas de cette faculté, le chemin de fer doit, dès l'expiration des délais fixés ci-dessus, aviser le titulaire de la situation de son wagon; dans ce cas, le renvoi d'office du wagon ne peut pas être effectué dans les huit jours qui suivent celui de l'envoi de l'avis au titulaire.

Les dispositions du présent paragraphe ne s'appliquent ni aux wagons se trouvant dans le pays du réseau immatriculateur, ni aux wagons se trouvant sur les embranchements particuliers.

§ 3. Le locataire dont le nom est inscrit sur le wagon avec l'assentiment du chemin de fer immatriculateur est, en ce qui concerne l'application des dispositions prévues au présent article, subrogé de plein droit au titulaire.

### Article 6

#### *Indications sur la lettre de voiture*

§ 1. Outre les mentions prévues par la CIM, l'expéditeur doit inscrire sur la lettre de voiture les indications suivantes:

a) s'il s'agit d'un wagon vide: dans la colonne „Désignation de la marchandise”, la mention „wagon de particulier vide”, les caractéristiques du wagon étant indiquées dans la rubrique „Wagons”;

b) s'il s'agit d'un wagon chargé: dans la colonne „Désignation de la marchandise”, après la nature de la marchandise, les mots „chargée sur wagon de particulier”, les caractéristiques du wagon étant inscrites dans la rubrique „Wagons”.

§ 2. Si l'expéditeur d'un wagon vide désire obtenir une garantie supplémentaire du délai de livraison conformément aux dispositions de l'article 12, il doit inscrire dans la case „Déclarations”, la mention „Garantie supplémentaire du délai de livraison”.

### Article 7

#### *Remboursements et débours*

§ 1. Les envois de wagons vides ne peuvent être grevés ni de remboursements ni de débours.

§ 2. Les transports de wagons chargés ne peuvent être grevés d'un remboursement que jusqu'à concurrence de la valeur de la marchandise chargée.

### Article 8

#### *Déclaration d'intérêt à la livraison*

§ 1. La déclaration d'intérêt à la livraison pour les envois de wagons vides n'est pas admise.

§ 2. La déclaration d'intérêt à la livraison pour le transport d'un wagon chargé ne produit d'effet qu'en ce qui concerne la marchandise chargée.

## Article 9

*Suspension du délai de livraison*

§ 1. Le délai de livraison est suspendu non seulement dans les cas prévus à l'article 11, § 7, de la CIM, mais également pendant toute l'interruption du transport entraînée par une avarie du wagon, à moins que le chemin de fer ne soit responsable de cette avarie aux termes de l'article 13.

§ 2. Lorsque la marchandise chargée sur le wagon avarié est transbordée dans un autre wagon, le délai reprend cours pour la marchandise à partir du moment où, au point de transbordement, elle peut être remise en route.

## Article 10

*Constatation d'une avarie du wagon ou de perte de pièces*

§ 1. Lorsqu'une avarie du wagon ou une perte de pièces est découverte ou présumée par le chemin de fer ou alléguée par l'ayant droit, le chemin de fer est tenu de dresser, conformément aux dispositions de l'article 45 de la CIM, un procès-verbal constatant la nature de l'avarie ou de la perte et, autant que possible, sa cause et le moment où elle s'est produite.

Ce procès-verbal doit être adressé sans délai au chemin de fer immatriculateur, lequel en transmet copie au titulaire. S'il s'agit d'un wagon sur lequel le nom d'un locataire est inscrit avec l'assentiment du chemin de fer immatriculateur, une copie du procès-verbal de constatation doit être adressée directement à ce locataire.

§ 2. Si le wagon est chargé, un procès-verbal distinct doit être, le cas échéant, dressé pour la marchandise, conformément aux dispositions de l'article 45 de la CIM.

## Article 11

*Avarie d'un wagon empêchant la continuation du transport*

§ 1. En cas d'avarie empêchant la continuation du transport d'un wagon expédié vide ou mettant ce wagon hors d'état de prendre charge, la gare où l'avarie est constatée doit, sans délai, en aviser, par télégramme, l'expéditeur et le titulaire en indiquant, autant que possible, la nature de l'avarie.

§ 2. Tout wagon vide retiré de la circulation doit être remis en état de circuler par le chemin de fer sauf si le wagon, en raison de la gravité des avaries, doit être chargé sur un autre wagon.

Pour rendre le wagon utilisable, le chemin de fer peut effectuer d'office des réparations jusqu'à concurrence de 300 francs.

Le chemin de fer informe succinctement le titulaire, par l'entremise du chemin de fer immatriculateur, des travaux importants qui ont été exécutés en vertu des alinéas 1 et 2.

Ces dispositions sont applicables sans qu'il soit préjugé pour autant de la responsabilité.

§ 3. Lorsque le chemin de fer effectue des travaux de réparation conformément au § 2 et s'il est à prévoir que la durée d'exécution des travaux dépassera quatre jours, le chemin de fer demande par télégramme à l'expéditeur de lui faire connaître si le contrat de transport doit être poursuivi ou modifié après l'exécution des travaux.

A défaut d'instruction de l'expéditeur avant la fin des travaux, le contrat de transport est poursuivi.

§ 4. Si le chemin de fer n'effectue pas d'office la réparation, la gare où l'avarie est constatée demande, sans délai et directement par télégramme, les instructions de l'expéditeur. Si l'expéditeur n'est pas en même temps le titulaire, copie de cette demande est envoyée sans délai par télégramme au titulaire.

A défaut d'instruction de l'expéditeur dans un délai de huit jours après la date de l'envoi du télégramme, le chemin de fer est autorisé, après avoir, le cas échéant, mis le wagon en état de circuler, à le renvoyer d'office à sa gare d'attache avec une lettre de voiture établie au nom et à l'adresse du titulaire.

Les motifs du renvoi doivent être inscrits sur la lettre de voiture dans la case „Désignation de la marchandise”.

§ 5. En cas d'avarie empêchant la continuation du transport d'un wagon expédié chargé et si le déchargement est nécessaire, les dispositions du présent article s'appliquent au wagon déchargé.

Lorsque le wagon peut être réparé sans être déchargé, les dispositions prévues aux §§ 1, 2, 3, 6 et 7 du présent article sont applicables.

§ 6. Les frais de transport et autres frais survenus jusqu'à la gare où le wagon a été arrêté, les frais d'envoi de l'avis à l'expéditeur et au titulaire, ainsi que ceux résultant éventuellement soit de l'exécution des instructions, soit de l'envoi d'office du wagon à sa gare d'attache grèvent l'envoi.

§ 7. Le locataire dont le nom est inscrit sur le wagon avec l'assentiment du chemin de fer immatriculateur est, en ce qui concerne l'application des dispositions prévues au présent article, subrogé de plein droit au titulaire.

## Article 12

### *Montant de l'indemnité pour dépassement du délai de livraison*

§ 1. Si le chemin de fer est responsable d'un dépassement du délai de livraison d'un wagon vide ou chargé, il est tenu de payer à l'ayant droit une indemnité forfaitaire par journée indivisible de retard, indépendamment de l'indemnité éventuellement due pour le dépassement du délai de livraison de la marchandise chargée.

Cette indemnité est fixée à :

- a) 7 francs pour les wagons modernes à bogies et pour les wagons assimilés, tels qu'ils sont définis dans le contrat d'immatriculation,
- b) 5 francs pour les autres wagons.

§ 2. L'expéditeur d'un wagon vide peut demander une garantie supplémentaire du délai de livraison. Il est alors perçu une taxe de 1 fr. 50 par fraction indivisible de 100 km, avec minimum de 15 francs. Cette taxe est toujours payée en totalité par l'expédition en cas de paiement des frais dans les conditions prévues à l'article 17, § 2, lettre a) 4°, de la CIM.

S'il y a dépassement du délai de livraison, le chemin de fer est tenu de payer une indemnité forfaitaire de 14 francs par jour pour les wagons visés en a) du § 1 et de 10 francs par jour pour les wagons visés en b) du même § 1 avec minimum de 30 francs.

§ 3. Si le dépassement du délai de livraison a pour cause un dol ou une faute lourde imputable au chemin de fer, le montant de l'indemnité forfaitaire est porté à 14 francs par jour pour les wagons visés en a) du § 1 et à 10 francs par jour pour les wagons visés en b) du même § 1.

### Article 13

*Responsabilité du chemin de fer en cas de perte ou d'avarie du wagon ou de ses pièces. Responsabilité du titulaire pour dommage causé par le wagon*

§ 1. En cas de perte ou d'avarie du wagon ou de ses pièces survenus à partir de l'acceptation au transport jusqu'à la livraison, le chemin de fer est responsable s'il ne prouve pas que le dommage ne résulte pas de sa faute.

§ 2. En cas de perte du wagon, l'indemnité est limitée à la valeur du wagon; les éléments de cette valeur sont déterminés dans le contrat d'immatriculation.

En cas d'avarie, l'indemnité est calculée suivant les dispositions prévues au contrat d'immatriculation.

§ 3. En cas de perte ou d'avarie d'accessoires amovibles, le chemin de fer n'est responsable que si ces accessoires sont inscrits sur les deux côtés du wagon. Le chemin de fer n'assume aucune responsabilité pour la perte ou l'avarie d'agrès d'outillage amovibles.

§ 4. A moins que l'ayant droit ne prouve que les dommages ont été causés par une faute du chemin de fer, celui-ci n'est responsable:

– des dommages survenus aux récipients en grès, verre, terre cuite, etc., que si ces dommages sont en corrélation avec une autre avarie du wagon dont le chemin de fer doit répondre d'après les dispositions qui précèdent;

– des dommages survenus aux récipients comportant des revêtements intérieurs (émail, ébonite, etc.) que si le récipient présente des traces d'avaries extérieures dont le chemin de fer doit répondre d'après les dispositions qui précèdent.

§ 5. Le titulaire est de plein droit subrogé à l'expéditeur ou au destinataire en ce qui concerne le droit à indemnité en cas de perte ou d'avarie

du wagon ou de ses pièces. Les réclamations administratives ne peuvent être adressées qu'au chemin de fer immatriculateur et les actions ne peuvent être exercées que contre ce chemin de fer, subrogé lui-même de plein droit au chemin de fer responsable.

§ 6. Les actions du chemin de fer contre le titulaire pour dommage causé par le wagon en cours de transport sont régies par le contrat d'immatriculation. Le chemin de fer immatriculateur est seul admis à faire valoir les droits des autres chemins de fer vis-à-vis du titulaire.

§ 7. La prescription des actions du chemin de fer fondées sur les dispositions du § 6 est de trois ans.

Cette prescription court du jour où le dommage s'est produit.

#### Article 14

##### *Présomption de perte de wagon. Cas où il est retrouvé*

§ 1. Le wagon est considéré comme perdu lorsqu'il ne peut être mis à disposition du destinataire dans les trois mois qui suivent l'expiration du délai de livraison.

Ce délai est augmenté de la durée d'immobilisation du wagon pour toute cause non imputable au chemin de fer ou pour avarie.

§ 2. Si le wagon considéré comme perdu est retrouvé après le paiement de l'indemnité, le titulaire peut exiger, dans un délai de six mois après l'avis qu'il en aura reçu par le chemin de fer immatriculeur, que le wagon lui soit remis, sans frais, à la gare d'attache contre restitution de l'indemnité.

#### C. VERTALING

Zie *Trb.* 1963, 61 en *Trb.* 1969, 93.

De vertaling van Bijlage VII van het Verdrag luidt als volgt:

#### BIJLAGE VII (Artikel 60, § 1)

#### **Internationaal reglement betreffende het vervoer van particuliere wagens (RIP)**

##### Artikel 1

##### *Onderwerp en draagwijdte van het reglement*

§ 1. Dit reglement is van toepassing op elk vervoer van ledige of beladen particuliere wagens, die overeenkomstig de bepalingen van artikel 2 tot het internationale verkeer zijn toegelaten en die onder de voorwaarden van het „Internationale Verdrag betreffende het goederenvervoer per spoorweg (CIM)” ten vervoer worden aangeboden.

§ 2. Voor zover dit reglement geen bijzondere bepalingen bevat zijn de andere voorschriften van de CIM van toepassing op het in § 1 bedoelde vervoer.

## Artikel 2

*Toelating van de wagens tot het internationale verkeer*

Om tot het internationale verkeer te worden toegelaten moeten de wagens door een aan de CIM onderworpen spoorweg op naam van een natuurlijk persoon of rechtspersoon in zijn wagenpark worden opgenomen en door deze spoorweg van het onderscheidingsteken [P] worden voorzien.

In dit reglement wordt deze persoon, wiens naam op de wagen moet worden aangebracht „particulier” genoemd.

## Artikel 3

*Gebruik der wagens*

De afzender mag de wagen slechts gebruiken voor het vervoer van goederen, waarvoor hij volgens de immatriculatie-overeenkomst geschikt is. De afzender alleen is aansprakelijk voor de gevolgen, die zouden voortvloeien uit het niet in acht nemen van deze bepaling.

## Artikel 4

*Bijzondere inrichtingen en apparaten*

Indien de wagen met bijzondere inrichtingen of apparaten is uitgerust (koelapparaten, waterreservoirs, mechanische inrichtingen, enz.), rust op de afzender de verplichting de werking daarvan te verzekeren of te doen verzekeren. Deze verplichting gaat over op de geadresseerde, zodra deze gebruik heeft gemaakt van zijn rechten op grond van artikel 16 of van artikel 22 van de CIM.

## Artikel 5

*Aanbieding ten vervoer*

§ 1. Het recht een wagen ten vervoer aan te bieden berust bij de particulier. Iedere andere afzender van een ledige of beladen wagen moet aan het station van vertrek tegelijk met de vrachtbrief een van de particulier afkomstige machtiging overleggen, welke op meer dan één wagen betrekking kan hebben.

Deze machtiging is niet vereist, indien deze afzender de geadresseerde van de wagen was bij het voorafgaande vervoer en indien het station, vóór het sluiten van de nieuwe vervoerovereenkomst, geen verbod per brief of per telegram van de particulier heeft ontvangen, de wagen of enige wagens zonder zijn machtiging te verzenden.

§ 2. Behoudens een tegengestelde opdracht van de particulier is de spoorweg bevoegd:

iedere ledig aangekomen wagen, waarvan de belading twee weken na de terbeschikkingstelling niet is begonnen,

iedere beladen aangekomen wagen, die een week na het einde van het lossen niet opnieuw wordt verzonden,

ambtshalve en op kosten van de particulier naar zijn depotstation terug te zenden met een vrachtbrief ten name van en aan het adres van deze laatste.

Indien de spoorweg geen gebruik maakt van deze bevoegdheid, moet hij direct na afloop van de hierboven genoemde termijnen de particulier over de stand van zaken betreffende zijn wagen in kennis stellen; in dit geval mag de spoorweg de wagen niet binnen een week na de verzending van de mededeling aan de particulier ambtshalve terugzenden.

De bepalingen van deze paragraaf zijn niet van toepassing op wagens, die zich bevinden in het land van de spoorweg, die ze in zijn wagenpark heeft opgenomen, noch op wagens, die zich op particuliere spooransluitingen bevinden.

§ 3. De huurder, wiens naam met toestemming van de spoorweg, die de wagen in zijn wagenpark heeft opgenomen, op de wagen is vermeld, treedt voor wat betreft de uitvoering van de bepalingen van dit artikel van rechtswege in de plaats van de particulier.

## Artikel 6

### *Aanduidingen op de vrachtbrief*

§ 1. Behalve de door de CIM voorgeschreven aanduidingen moet de afzender het volgende op de vrachtbrief vermelden:

a) indien het een ledige wagen betreft: in het vak „Omschrijving van het goed” de aanduiding „ledige particuliere wagen”; de bijzondere kenmerken van de wagen dienen te worden vermeld in het vak „Wagens”;

b) indien het een beladen wagen betreft: in het vak „Omschrijving van het goed” na de aard van het goed de woorden „geladen in een particuliere wagen”; de bijzondere kenmerken van de wagen dienen te worden vermeld in het vak „Wagens”.

§ 2. Indien de afzender van een ledige wagen een aanvullende verzekering van de leveringstermijn overeenkomstig de bepalingen van artikel 12 wenst te verkrijgen, moet hij in het vak „Verklaringen” vermelden „Aanvullende verzekering van de leveringstermijn”.

## Artikel 7

### *Remboursementen en voorschotten*

§ 1. Zendingen ledige wagens mogen noch met remboursementsen noch met voorschotten worden belast.

§ 2. Zendingen beladen wagens mogen slechts met een rembursement tot een bedrag van de waarde van het geladen goed worden belast.

## Artikel 8

*Aangifte van het belang bij de aflevering*

§ 1. De aangifte van het belang bij de aflevering is bij zendingen ledige wagens niet toegestaan.

§ 2. De aangifte van het belang bij de aflevering geldt bij het vervoer van een beladen wagen slechts met betrekking tot het geladen goed.

## Artikel 9

*Schorsing van de leveringstermijn*

§ 1. De leveringstermijn wordt niet alleen in de gevallen genoemd in artikel 11 § 7 van de CIM geschorst, maar ook gedurende de gehele onderbreking van het vervoer ten gevolge van een beschadiging van de wagen, tenzij de spoorweg volgens de bepalingen van artikel 13 voor deze beschadiging aansprakelijk is.

§ 2. Wanneer het in de beschadigde wagen geladen goed wordt overgeladen in een andere wagen, begint de termijn voor het goed weer te lopen vanaf het ogenblik, dat het op het punt van overlading kan worden doorgezonden.

## Artikel 10

*Vaststelling van een beschadiging van de wagen of van het verlies van onderdelen*

§ 1. Wanneer een beschadiging van de wagen of een verlies van onderdelen door de spoorweg is ontdekt of wordt vermoed of door de recht-hebbende wordt beweerd, moet de spoorweg overeenkomstig de bepalingen van artikel 45 van de CIM een proces-verbaal opmaken, waarin de aard van de beschadiging of van het verlies en voor zover mogelijk de oorzaak en het tijdstip van ontstaan worden vermeld.

Dit proces-verbaal moet onverwijld aan de spoorweg, die de wagen in zijn wagenpark heeft opgenomen, worden gezonden, die aan de particulier een afschrift hiervan doet toekomen. Indien het een wagen betreft, waarop met toestemming van de spoorweg die de wagen in zijn wagenpark heeft opgenomen, de naam van een huurder is aangebracht, moet onverwijld een afschrift van het proces-verbaal aan deze huurder worden gezonden.

§ 2. Indien de wagen beladen is, moet, indien daartoe aanleiding bestaat overeenkomstig de bepalingen van artikel 45 van de CIM een afzonderlijk proces-verbaal voor het goed worden opgemaakt.

## Artikel 11

*Beschadiging van een wagen, waardoor de voortzetting van het vervoer wordt verhinderd*

§ 1. Wordt een ledig verzonden wagen zodanig beschadigd, dat hij niet verder kan worden vervoerd of voor belading ongeschikt is, dan moet

het station, waar de beschadiging is vastgesteld, de afzender en de particulier daarvan onverwijld per telegram kennis geven, waarbij voor zover mogelijk de aard van de beschadiging wordt aangegeven.

§ 2. Iedere ledige wagen welke opgehouden wordt, moet door de spoorweg loopbaar gemaakt worden tenzij de wagen, als gevolg van de ernst der beschadigingen, op een andere wagen geladen moet worden.

Ten einde de wagen voor belading bruikbaar te maken, kan de spoorweg ambtshalve herstellingen tot een bedrag van 300 franken uitvoeren.

De spoorweg geeft de particulier, door tussenkomst van de spoorweg die de wagen in zijn wagenpark heeft opgenomen, summier kennis van de belangrijke werkzaamheden, welke krachtens de alinea's 1 en 2 zijn uitgevoerd.

Deze bepalingen zijn van toepassing zonder dat hiermede een oordeel wordt uitgesproken omtrent de aansprakelijkheid.

§ 3. Wanneer de spoorweg herstelwerkzaamheden overeenkomstig § 2 uitvoert en hij verwacht dat de uitvoering van deze werkzaamheden meer dan 4 dagen zal duren, dan verzoekt hij per telegram aan de afzender, hem mede te delen, of de vervoerovereenkomst na uitvoering der werkzaamheden verder uitgevoerd of gewijzigd moet worden.

Indien de afzender voor beëindiging der werkzaamheden geen instructies geeft, wordt de vervoerovereenkomst verder uitgevoerd.

§ 4. Indien de spoorweg de herstelling niet ambtshalve uitvoert, dan vraagt het station, waar de beschadiging is vastgesteld, onverwijld en rechtstreeks per telegram aan de afzender instructies. Indien de afzender en de particulier hier niet dezelfde persoon zijn, wordt een afschrift van dit verzoek onverwijld per telegram aan de particulier gezonden.

Indien de afzender binnen een tijdvak van acht dagen na de datum van afzending van het telegram geen instructies geeft, is de spoorweg bevoegd de wagen, na deze zo nodig loopbaar te hebben gemaakt, ambtshalve naar zijn depotstation terug te zenden met een op naam en adres van de particulier gestelde vrachtbrief.

De redenen van de terugzending moeten in de vrachtbrief worden aangegeven in het vak „Omschrijving van het goed”.

§ 5. Indien ten gevolge van beschadiging het vervoer van een beladen wagen niet kan worden voortgezet en lossing noodzakelijk is, zijn de bepalingen van dit artikel van toepassing op de wagen na lossing.

Wanneer de wagen kan worden hersteld zonder te worden gelost, zijn de bepalingen van de §§ 1, 2, 3, 6 en 7 van dit artikel van toepassing.

§ 6. De zending wordt belast met de kosten van het vervoer en de andere kosten, ontstaan tot aan het station, waar de wagen is opgehouden, de kosten van toezending van de kennisgeving aan de afzender en aan de particulier, zomede die, welke eventueel voortvloeien uit het uitvoeren van de instructies of uit de ambtshalve opzending van de wagen naar het depotstation.

§ 7. De huurder, wiens naam met toestemming van de spoorweg, die de wagen in zijn wagenpark heeft opgenomen, op de wagen is vermeld, treedt voor wat betreft de uitvoering van de bepalingen van dit artikel van rechtswege in de plaats van de particulier.

### Artikel 12

#### *Bedrag van de schadevergoeding wegens overschrijding van de leveringstermijn*

§ 1. Indien de spoorweg aansprakelijk is voor een overschrijding van de leveringstermijn van een ledige of beladen wagen, is hij verplicht de rechthebbende een vaste schadevergoeding te betalen voor elke dag vertraging of gedeelte daarvan, onafhankelijk van de eventueel verschuldigde schadevergoeding voor de overschrijding van de leveringstermijn van het geladen goed.

Deze vergoeding is vastgesteld op:

- a) 7 franken voor moderne wagens met draaistellen en voor daarmee gelijkgestelde wagens zoals bepaald in de immatriculatie-overeenkomst;
- b) 5 franken voor de andere wagens.

§ 2. De afzender van een ledige wagen kan een aanvullende verzekering tegen overschrijding van de leveringstermijn vragen. In dat geval wordt een premie van 1,50 frank voor elke 100 km of gedeelte daarvan, met een minimum van 15 franken, geheven. Deze premie moet, in geval van betaling van de kosten volgens artikel 17, § 2, letter a) punt 4, altijd in zijn geheel door de afzender worden betaald.

Bij overschrijding van de leveringstermijn, moet de spoorweg een vaste schadevergoeding betalen van 14 franken per dag voor de wagens bedoeld in § 1, sub a), en van 10 franken per dag voor de wagens bedoeld in § 1, sub b), met een minimum van 30 franken.

§ 3. Indien de overschrijding van de leveringstermijn te wijten is aan opzet of grove schuld van de spoorweg, wordt de vaste schadevergoeding gebracht op 14 franken per dag voor de wagens bedoeld in § 1, sub a), en op 10 franken per dag voor de wagens, bedoeld in § 1, sub b).

### Artikel 13

#### *Aansprakelijkheid van de spoorweg in geval van verlies of beschadiging van de wagen of van zijn onderdelen. Aansprakelijkheid van de particulier voor schade veroorzaakt door de wagen*

§ 1. De spoorweg is aansprakelijk voor verlies of beschadiging van de wagen of van zijn onderdelen, ontstaan tussen de aanneming ten vervoer en de aflevering, tenzij hij bewijst, dat de schade niet aan zijn schuld is te wijten.

§ 2. In geval van verlies van de wagen wordt de schadevergoeding beperkt tot de waarde van de wagen; de richtlijnen, volgens welke de waarde wordt bepaald, zijn vastgelegd in de immatriculatie-overeenkomst.

In geval van beschadiging wordt de schadevergoeding berekend volgens de bepalingen van de immatriculatie-overeenkomst.

§ 3. In geval van verlies of beschadiging van losse wagenonderdelen is de spoorweg slechts aansprakelijk, indien die onderdelen op beide zijden van de wagen zijn vermeld. De spoorweg aanvaardt geen enkele aansprakelijkheid voor verlies of beschadiging van losse uitrustingsstukken.

§ 4. Tenzij de rechthebbende bewijst, dat de schade is veroorzaakt door schuld van de spoorweg, is deze slechts aansprakelijk voor:

– schade aan houders van aardewerk, glaswerk, enz., indien deze schade samenhangt met een andere beschadiging van de wagen, waarvoor de spoorweg krachtens de voorgaande bepalingen aansprakelijk is;

– schade aan houders met een binnenbekleding (emaille, eboniet, enz.), indien de houder sporen van uitwendige beschadigingen vertoont, waarvoor de spoorweg krachtens de voorgaande bepalingen aansprakelijk is.

§ 5. De particulier treedt voor wat betreft de schadevergoeding in geval van verlies of beschadiging van de wagen of zijn onderdelen van rechtswege in de plaats van de afzender of van de geadresseerde. Vordering buiten rechte kunnen slechts aanhangig worden gemaakt bij de spoorweg, die de wagen in zijn wagenpark heeft opgenomen en vorderingen in rechte kunnen slechts worden ingesteld tegen deze spoorweg, die in dat geval van rechtswege in de plaats treedt van de spoorweg, die aansprakelijk is.

§ 6. De vorderingen in rechte van de spoorweg tegen de particulier, voor tijdens het vervoer door de wagen veroorzaakte schade, worden in de immatriculatie-overeenkomst geregeld. De spoorweg, die de wagen in zijn wagenpark heeft opgenomen, is alleen bevoegd de rechten van de andere spoorwegen te doen gelden tegenover de particulier.

§ 7. De verjaringstermijn van de vorderingen van de spoorweg krachtens de bepalingen van § 6 bedraagt drie jaren.

De verjaring begint te lopen op de dag waarop de schade is ontstaan.

## Artikel 14

*Vermoeden van verlies van de wagen. Terugvinden van de wagen*

§ 1. De wagen wordt als verloren beschouwd, wanneer hij niet binnen drie maanden na afloop van de leveringstermijn ter beschikking van de geadresseerde kan worden gesteld.

Deze termijn wordt verlengd met de tijd, gedurende welke de wagen niet kan worden gebruikt, ten gevolge van enige niet aan de spoorweg te wijten oorzaak of ten gevolge van beschadiging.

§ 2. Indien de als verloren beschouwde wagen wordt teruggevonden na de betaling van de schadevergoeding, kan de particulier binnen zes maanden, nadat hij daarover bericht van de spoorweg, die de wagen in zijn wagenpark heeft opgenomen, heeft ontvangen, eisen, dat de wagen hem kosteloos op het depotstation tegen terugbetaling van de schadevergoeding ter beschikking wordt gesteld.

D. GOEDKEURING

Zie *Trb.* 1965, 30.

E. BEKRACHTIGING

Zie *Trb.* 1963, 61, *Trb.* 1965, 30, *Trb.* 1967, 136 en *Trb.* 1970, 170.

F. TOETREDING

Zie *Trb.* 1965, 30, *Trb.* 1967, 136, *Trb.* 1969, 93 en *Trb.* 1970, 170.

G. INWERKINGTREDING

Zie *Trb.* 1965, 30, *Trb.* 1967, 136 en *Trb.* 1969, 93.

De bepalingen van Bijlage VII bij het Verdrag zijn op 1 januari 1971 in werking getreden.

Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, gelden zij alleen voor Nederland.

J. GEGEVENS

Zie *Trb.* 1961, 160, *Trb.* 1963, 61, *Trb.* 1965, 30, *Trb.* 1967, 136 en *Trb.* 1970, 170.

Het op 7 februari 1970 te Bern tot stand gekomen Protocol inzake de bijdragen in de kosten van het Centraal Bureau van de Staten die partij zijn bij de Internationale Verdragen van 25 februari 1961 be-

treffende het goederenvervoer per spoorweg (CIM) en het vervoer van reizigers en bagage per spoorweg (CIV) (Tekst en vertaling in rubriek J van *Trb.* 1970, 170) is overgelegd aan de Eerste en de Tweede Kamer der Staten-Generaal in overeenstemming met artikel 60, tweede lid, en op de voet van artikel 61, derde lid, van de Grondwet bij brieven van 25 februari 1971 (Bijl. *Hand.* I 1970/71, nr. 138 en Bijl. *Hand.* II 1970/71 – 11 170, nr. 1).

De toelichtende nota die de brieven vergezelde, is ondertekend door de Staatssecretaris van Verkeer en Waterstaat M. J. KEYZER en de Staatssecretaris van Buitenlandse Zaken H. J. DE KOSTER.

De goedkeuring door de Staten-Generaal is verleend op 29 maart 1971.

Op 26 april 1971 is de akte van bekrachtiging van het Protocol door het Koninkrijk der Nederlanden (voor Nederland) nedergelegd bij de Zwitserse Regering.

De bepalingen van het Protocol zijn voor het Koninkrijk der Nederlanden (voor Nederland) in werking getreden op 26 april 1971.

Uitgegeven de veertiende mei 1971.

*De Minister van Buitenlandse Zaken a.i.,*

DE JONG.